Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1972)
Heft: 187

Artikel: Le spectre des licenciements
Autor: [s.n.]
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1016022

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 21.11.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Présence civique

L'hebdomadaire des travailleurs italiens en Belgique *Sole d'Italia* a établi une statistique détaillée des Italiens domiciliés hors d'Italie qui ont accompli leur devoir civique les 7 et 9 mai 1972. Il y en a eu 188 609, dont 180 431 venus d'Europe et 8178 d'ailleurs. Ceux venus d'Europe représentaient le 22,3 % des électeurs ayant maintenu leur inscription dans les registres électoraux. Une grosse majorité de ces électeurs venaient de Suisse (105 471), mais leur nombre est en diminution par rapport aux élections de 1968 (124 671). L'Allemagne a fourni aussi un contingent important d'électeurs (44 610).

LA SEMAINE DANS LES KIOSQUES ALÉMANIQUES

Un été mouvementé

Ici, régulièrement, un bilan de la presse hebdomadaire en Suisse allemande, qui doit mettre en évidence les pôles d'intérêt d'actualité outre-Sarine.

Die Weltwoche n'est pas étonnée de l'initiative Schwarzenbach N° 2, mais n'y accorde que quelques lignes, puisqu'elle avait traité le sujet la semaine précédente.
L'interview de la semaine a été accordée par le professeur Jacques Freymond et se rapporte aux pourparlers de la Suisse avec la C.E.E. Elle paraît sous le titre : « Nous sommes et restons des pragmatiques ».
En pages économiques, le président de la bourse de Zurich, M. Hans Vontobel, conclut une interview en indiquant qu'il avait considéré les cours des actions suisses comme élevés, de sorte que la baisse récente n'est pas due seulement à l'interdiction d'achats décrétée envers les étrangers.
L'écrivain de langue allemande Hans Habe illustre la page de titre du *Sonntags-Journal*. Cet habitué d'Ascona qui n'aime pas les socialistes n'est pas aimé de la gauche.
Regrettons que la chronique « Bern vertraulich » (confidentiel de Berne) soit réduite de moitié, car elle était toujours intéressante. Rien à en tirer cette semaine.
Le parlement suisse doit-il devenir professionnel ? Un article documenté démontre que les parlementaires sont trop chargés par leur mandat pour continuer à être des amateurs. Peut-on maintenir la formule du parlement de milice en prévoyant une semaine de session chaque mois ? C'est l'un des nombreux problèmes abordés.
A noter encore, des comparaisons avec l'Irlande du Nord, à propos des nouveaux attentats dans le Jura ; dans les portraits en une colonne, celui du président de la Confédération présenté comme l'homme fort du Conseil fédéral.
Les mesures dirigistes du Conseil fédéral font enfin l'objet d'un long article : que la Suisse libérale en soit arrivée là est considéré généralement comme l'indice du sérieux de la situation.

ONZE SEMAINES AVANT DE REFUSER L'EXPORTATION D'ARMES

Le spectre des licenciements

Chaque semaine, sous cette rubrique, et jusqu'au 24 septembre, date présumée de la votation populaire sur l'initiative prévoyant l'interdiction de l'exportation d'armes, nous examinerons la pertinence d'un argument des adversaires de l'initiative, ou défendrons une des thèses qui plaident pour le refus de l'exportation d'armes.

Aujourd'hui, cet argument souvent avancé :
Interdire les exportations d'armes, c'est restreindre la production au marché intérieur ; des licenciements seront donc inévitables.

Ce qu'il faut savoir.
A part une petite fabrique d'explosifs qui travaille uniquement pour la Suisse, aucune industrie dans notre pays ne produit uniquement des armes. Chez Bührle par exemple, la production de matériel de guerre ne représente qu'un tiers environ de la capacité de production. Après la guerre, cette production s'élevait encore à 50 %.
Dans ces industries mixtes — armement et production civile — la tendance est à la diminution du secteur militaire. Une accélération du mouvement de reconversion vers la production civile est tout à fait possible, d'autant plus que le matériel de guerre ne représente que 0,8 % de nos exportations.

Il est paradoxal d'entendre le patronat de la métallurgie exprimer des craintes à ce sujet alors que les industriels ne cessent de parler des nécessaires restructurations des entreprises. Restructurations qui permettent à ce même patronat les licenciements fréquents que nous avons connus ces derniers mois. Ce n'est que lorsqu'il s'agit d'interdire les exportations d'armes que les dirigeants de l'économie sont soudainement soucieux du sort des ouvriers.

En fait, les adversaires de l'initiative dramatisent la situation. En privé, des cadres supérieurs de Bührle concédaient lors d'un colloque à Lenzbourg qu'il n'y avait aucun problème d'emploi à craindre. L'étude prévisionnelle du professeur Kneschaurek est là pour confirmer cette opinion : jusqu'à la fin de ce siècle, la Suisse connaîtra un fort sur-emploi.